

**SERVICE DE L'EAU**  
**COMMUNE DE MONTIGNY-MONTFORT**

-----

**R E G L E M E N T**

**ARTICLE 1 -**

Le service des eaux est assuré directement par la commune qui accorde aux particuliers et aux établissements publics, aux conditions et modalités du présent règlement et moyennant les redevances, précisées aux articles suivants, l'usage des eaux potables provenant de son service de distribution d'eau.

**CHAPITRE I**

**BRANCHEMENTS**

**ARTICLE 2 -**

La fourniture de l'eau se fait uniquement par voie d'abonnements, au moyen de branchement munis de compteurs.

**ARTICLE 3 -**

Le branchement comprend depuis la canalisation publique le plus proche de la propriété à desservir, en suivant le trajet le plus court jusqu'à l'habitation, le bâtiment ou le regard spécial abritant le compteur :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique,
- le robinet de prise en charge ou d'arrêt,
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- le robinet d'arrêt avant compteur,
- s'il y a lieu le regard maçonné ou la niche abritant le compteur.

La commune prend à sa charge les frais d'installation de branchement, conformément à l'art. 4 ci-après. La commune déterminera l'emplacement du compteur.

La demande de branchement donne lieu à la signature d'une police d'abonnement conforme au modèle annexé ci-après.

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles, ainsi qu'aux locataires sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou usufruitier.

Le propriétaire de plusieurs immeubles indépendants, même s'ils sont contigus, devra pour chaque immeuble, contracter un abonnement et disposer d'un branchement.

#### ARTICLE 4 -

La commune fixe, suivant l'importance de la consommation prévue dans la demande de construction de branchement, le diamètre du branchement et le calibre du compteur.

Elle prendra à sa charge les frais d'installation des branchements dont la demande lui aura été adressée avant une date qui sera publiée par la commune pour toutes les propriétés situées le long du réseau public de distribution.

Passé cette date, toute installation de branchement donnera lieu au remboursement par le demandeur, du coût réel du branchement à la commune.

Lorsque la commune aura fait des installations à ses frais (branchements, etc...) en vue de desservir un usager, celui-ci, s'il vient à résilier son abonnement, devra verser une indemnité égale au coût de ses installations, compte tenu d'un abattement de vétusté fixé à 1/30<sup>e</sup> du coût de l'installation par année échue, à compter de la date de la mise en service du branchement, à moins qu'un autre abonnement ne soit souscrit immédiatement pour la même propriété avec les mêmes conditions de résiliation.

Sauf convention spéciale, tous les travaux d'installation de branchements seront exécutés par la commune.

Les branchements sont et seront la propriété de la commune et font et feront partie intégrante du réseau.

L'entretien et le renouvellement des branchements seront exécutés par la commune.

L'abonné devra néanmoins prendre à ses risques et périls toutes les précautions qu'il jugera utiles pour garantir son branchement contre la gelée.

Tous les travaux d'installation et d'entretien après le compteur seront exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais.

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement à la commune des sommes éventuellement dues pour l'exécution du branchement.

Dans le cas où l'abonné disposerait à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par une autre eau que celle distribuée par la commune, toute communication entre ces canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite. Toute infraction à cette mesure imposée pour la sécurité des usagers du service d'eau entraîne la responsabilité de l'abonné.

Les abonnés possesseurs de réservoirs d'eau chaude devront munir la canalisation amenant l'eau froide à ces réservoirs, de clapets de retenue entretenus en bon état pour éviter en toutes circonstances le retour de l'eau chaude vers le compteur et le branchement.

De même, des clapets de retenue devront être posés et entretenus aux frais de l'usager, en vue d'empêcher le retour vers le compteur de l'eau contenue dans les appareils fonctionnant par pression d'air.

L'emploi d'appareils pouvant créer une aspiration dans la canalisation publique à travers le branchement devra faire l'objet d'une autorisation de la commune.

Tout appareil défectueux, qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour les appareils de branchement, notamment par coup de bélier, devra être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement.

#### ARTICLE 5 -

La manoeuvre du robinet de prise en charge sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à l'agent du service des eaux de la commune et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné devra, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet d'arrêt avant le compteur.

Le démontage partiel ou total des branchements ne peut être fait que par des agents du service des eaux ou l'entreprise désignée par la commune et aux frais du demandeur. Les matériaux à provenir du démontage total restent la propriété de la commune.

### CHAPITRE II

#### COMPTEURS

#### ARTICLE 6 -

Les compteurs seront fournis, posés et entretenus par les soins de la commune.

En cas d'arrêt du compteur, l'abonné doit immédiatement en donner avis au Maire.

Dans le cas où l'abonné refuserait de laisser faire par la commune les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, celle-ci supprimera immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de toutes les sommes dues jusqu'à la fin de l'abonnement.

L'abonné prendra à ses risques et périls, toutes les précautions qu'il jugera utiles pour garantir son compteur contre la gelée, les retours d'eau chaude, les chocs et les accidents divers.

Ne seront réparés ou remplacés aux frais de la commune que les compteurs n'ayant subi que des détériorations et des usures normales.

Tous remplacements et toutes réparations de compteur, dont le plomb de scellement aurait été volontairement enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur d'eau, telle que la gelée, l'incendie, l'introduction de corps étrangers, les chocs extérieurs, le surmenage, etc... seront effectués par la commune aux frais exclusifs de l'abonné, auquel il incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter le retour des accidents dont il s'agit.

Il y aura surmenage toutes les fois que la consommation aura dépassé le volume maximum fixé à l'article 7 ci-après, pour le calibre correspondant avec une tolérance de 5 %.

Les dépenses ainsi engagées par la commune pour le compte d'un abonné, feront l'objet d'un état dressé par le Maire et le montant dudit état recouvré dans la même forme que les divers produits des eaux.

Les tuyaux intérieurs de la maison, jusqu'au compteur, seront à nu afin de pouvoir s'assurer à chaque visite, qu'aucun branchement illicite n'a été effectué sur la conduite d'amenée.

Le compteur devra être placé dans un endroit accessible à l'agent de la commune chargé des relevés. L'autorité communale se réserve le droit d'en choisir l'emplacement. L'appareil sera placé de telle sorte qu'il puisse être facilement accessible, sans descellement d'aucune pièce de canalisation ou sans démontage de maçonnerie. Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par le service des eaux, le compteur doit être posé dans une niche ou un coffret en maçonnerie de béton ou de brique, enterré avec un regard qui sera placé chez l'abonné, aussi près que possible de la limite du domaine public.

#### ARTICLE 7 -

Le débit maximum des compteurs est fixé comme suit, d'après le diamètre d'amenée qui ne peut être inférieur à 12 mm :

CALIBRE DES COMPTEURS		Consommation annuelle maximum
Ancienne désignation en mm diamètre intérieur des orifices d'entrée et de sortie	en m3 débit minimum à l'heure avec une pente de charge de 10 mètres	
12 mm	2 m3	500 m3
15 mm	3 m3	1 000 m3
20 mm	5 m3	1 800 m3
25 mm	7 m3	3 000 m3
32 mm	10 m3	5 000 m3
40 mm	20 m3	12 500 m3

L'abonné fera remplacer par la commune le compteur qu'il utilise par un autre de calibre supérieur si sa consommation annuelle augmente. Sauf en cas de surmenage, les frais de cette substitution seront supportés par la commune.

#### Vérifications des compteurs :

Les abonnés ont le droit de demander à tous moments la vérification de l'exactitude des indications de leur compteur.

Le contrôle sera effectué par un agent de la commune, en présence de l'abonné.

Si les indications du compteur sont reconnues exactes, à moins de 5 % près, les frais de vérification seront à la charge de l'abonné.

Les frais de vérification sont fixés forfaitairement à la valeur de 6 fois le prix du mètre cube d'eau. La commune sollicitera l'ensemble des usagers au moins une fois dans l'année afin que ceux-ci effectuent une vérification du bon fonctionnement de leur compteur. Les usagers ayant constaté ou suspecté une défaillance de cet appareil sont expressément tenus de le signaler au service dans les délais les plus brefs.

### CHAPITRE III

#### ABONNEMENTS

##### ARTICLE 8 -

Les abonnements sont accordés exclusivement à débit mesuré au compteur et renouvelables chaque année par tacite reconduction.

Tout abonnement commencé est dû en entier sans exception, ni réserve.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année, ils commencent à courir à la date de la signature de l'abonnement. L'abonné peut recevoir l'eau dès que son installation est terminée.

#### ARTICLE 9 -

Les abonnements sont souscrits sous la forme d'une police d'abonnement à la fourniture de l'eau dont un exemplaire est remis à l'abonné.

#### ARTICLE 10 -

La tarification pour vente d'eau par la commune sera établie chaque année suivant délibération conforme à la législation en vigueur.

#### ARTICLE 11 -

L'abonnement n'est pas transférable d'un immeuble à un autre. L'abonné ne pourra renoncer à son abonnement qu'en avertissant par écrit le maire, au moins 60 jours avant la fin de son abonnement.

Le Maire en donne récépissé. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. Lors de la cessation de l'abonnement, la prise d'eau sera interrompue et le compteur enlevé. L'abonné supportera, sans indemnité, les dégâts occasionnés par cette opération.

En cas de réouverture d'un branchement et de réinstallation d'un compteur à la demande de l'abonné après résiliation de l'abonnement accordé au même abonné, la commune sera en droit d'exiger une indemnité égale à 3 fois la partie fixe de la taxation en vigueur.

#### ARTICLE 12 -

En cas de mutation de l'abonné, héritage, installation nouvelle ou changement de locataire titulaire d'un abonnement, le propriétaire, l'usufruitier ou le cas échéant, le locataire sera substitué à l'ancien.

L'ancien abonné ou ses héritiers ou ayants droit, dans le cas de décès, restent responsables vis-à-vis de la commune de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

Il est entendu que, même si le délai d'amortissement de trente ans correspondant à l'abattement de vétusté de 1/30<sup>e</sup> par année mentionnée à l'article 4 est écoulé, les installations faites par le service des eaux à ses frais demeurent sa propriété et pourront être relevées par lui en cas de cessation d'abonnement ; sans qu'on puisse lui opposer les scelllements susceptibles de les faire considérer comme immeubles par destination ; les anciens abonnés ou leurs ayants droit ne pourront disposer des installations qui pourront être réutilisées ultérieurement par de nouveaux occupants susceptibles de contracter un abonnement.

#### ARTICLE 13 -

Il est formellement interdit à tout abonné, sous peine de résiliation immédiate de son abonnement et sans préjudice de poursuites que l'administration communale pourrait exercer contre lui :

1°) d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, d'en disposer soit gratuitement, soit à prix d'argent en faveur de tout autre particulier ou intermédiaire, sauf en cas d'incendie ;

2°) de pratiquer aucun branchement sur conduite, ni aucun orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de son branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;

3°) de modifier les dispositions du compteur d'en gêner le fonctionnement, de briser les plombs de cet appareil ;

4°) de faire aucune opération sur le tuyau d'amenée, le robinet d'arrêt et le compteur.

#### ARTICLE 14 -

Tous les travaux d'aménagements, de construction et d'établissement de canalisations, dans l'intérieur de la propriété de l'abonné après le compteur seront à la charge de l'abonné. Celui-ci est seul responsable de tous les dommages causés à la commune ou au tiers, tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins. Il devra en outre signaler sans retard au secrétariat de la commune tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement. Les robinets de puisage installés à l'intérieur des propriétés par les abonnés seront du type à pression ou à soupape pour éviter les coups de bélier et les chocs dans les conduites. De plus, si une installation intérieure provoquait des perturbations dans la distribution, le Maire pourrait imposer un dispositif anti-bélier.

La commune n'exercera aucun contrôle sur l'établissement des distributions intérieures, mais elle se réserve expressément le droit de surveillance de ces installations intérieures qui pourraient entraver la distribution générale.

Les abonnés devront faciliter ces vérifications, sous peine de fermeture de leur prise d'eau jusqu'à parfaite satisfaction.

ARTICLE 15 -

Les abonnés ne pourront réclamer aucune indemnité à l'administration communale pour les interruptions momentanées du service des eaux résultant, soit des gelées et des sécheresses, soit des réparations des conduites d'eau, réservoirs, pompes ou toute autre cause analogue qui peut être considérée comme cas de force majeure. Il en sera de même pour les variations de pression et la présence d'air dans les conduites publiques.

Aucune demande d'exemption de paiement de l'eau pour interruption volontaire de la part de l'abonné ne peut être prise en considération.

ARTICLE 16 -

Le service de l'abonnement étant révocable dans le cas de force majeure ou sanctions, les abonnés ne peuvent se prévaloir de leur jouissance antérieure quelle qu'en ait été la durée, ni des dépenses qu'elle aurait occasionnées pour prétendre à aucune indemnité ni recours envers la commune.

En cas de force majeure, le service des eaux aura à tout moment le droit d'interdire l'utilisation de l'eau par les abonnés pour tous autres usages que les besoins ménagers et de limiter la consommation en fonction des possibilités de fourniture du service.

En outre, le service des eaux se réserve le droit, dans l'intérêt général, de procéder à n'importe quel moment à la modification du réseau de distribution, ainsi que de la pression de service, même si les services des abonnés venaient à souffrir et sans que ceux-ci puissent réclamer une indemnité ou une réduction du prix de l'abonnement.

ARTICLE 17 -

Des abonnements importants spéciaux pour utilisation industrielle, artisanale, agricole ou commerciale de l'eau peuvent être accordés suivant des conventions spéciales soumises à l'approbation de la commune.

ARTICLE 18 -

Pour compléter l'art. 3 du présent règlement, il est stipulé qu'un propriétaire pourra faire procéder à l'installation de sous compteurs sous sa responsabilité, à sa charge, pour son utilisation personnelle. Toutefois, la commune n'effectuera qu'une facturation sur la base du relevé effectué sur le compteur principal.



#### CHAPITRE IV

##### SERVICE D'INCENDIE

##### ARTICLE 19 -

En cas d'incendie dans la commune ou d'exercices d'incendie, les abonnés devront, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'exercices, la population sera prévenue d'avance.

##### ARTICLE 20 -

La manoeuvre des robinets d'arrêt, bouches et poteaux d'incendie incombe au service des eaux et au service de protection contre l'incendie.

#### CHAPITRE V

##### TARIFICATION

##### ARTICLE 21 -

En application de la législation en vigueur à compter du 1er JANVIER 1994, le tarif du service des eaux est constitué :

- d'un abonnement d'accès au réseau,
- d'un coût arrêté et fixé au m3 consommé et de diverses redevances (Agence de Bassin, Fonds National d'Adduction d'eau etc..)

Ce tarif est proposé et délibéré chaque année en conseil municipal.

Les recouvrements se font annuellement sur l'état dressé par l'agent préposé au cours du mois de Janvier.

L'utilisateur devra prendre toutes les dispositions vis-à-vis des agents pour le relevé des index.

Si, à l'époque d'un relevé, l'agent du service des eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place un avis de second passage. Si le relevé ne peut avoir lieu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de l'année précédente ; le compte sera apuré ultérieurement.

La commune aura le droit d'interrompre immédiatement le branchement en cas de fermeture

de la maison ou d'impossibilité d'accès au compteur lors du second passage. Les frais de réouverture du branchement seront à la charge de l'abonné. La fermeture du branchement ne suspendra pas le paiement de la redevance fixe d'abonnement tant que l'abonnement n'aura pas été résilié.

L'abonné renonce à opposer à la demande de paiement toute réclamation sur la quantité d'eau consommée. En conséquence, le montant de l'abonnement devra toujours être acquitté sur présentation ou dans les délais maximum de 8 jours suivant la présentation de la quittance et la commune s'engage à tenir compte, dans les paiements ultérieurs, de toute différence qui aurait eu lieu au préjudice de l'abonné.

Toute réclamation devra être adressée par écrit au Maire dans les huit jours suivant le paiement.

Si la redevance n'est pas payée dans les huit jours de sa présentation, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, la prise d'eau pourra être fermée jusqu'à libération de la somme due sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées contre l'abonné. La jouissance de l'abonnement ne pourra être rendue au titulaire qu'après justification au service des eaux du paiement de l'arriéré.

S'il y a récidive, l'administration communale aura le droit de résilier l'abonnement et de refuser d'en accorder un nouveau.

L'abonné ne sera jamais fondé à solliciter une réduction sous prétexte de fuite.

Le receveur de la commune fait les diligences et poursuites nécessaires au recouvrement intégral des redevances en vertu du titre de recettes établi par le maire.

#### ARTICLE 22 -

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux pendant l'absence des usagers, les abonnés sont invités, ayant leur départ, à demander au service des eaux, dans leur intérêt, la fermeture de leur robinet de prise.

#### ARTICLE 23 -

Les dépenses de réouverture de prise d'eau qu'il y aura lieu d'opérer par suite de non possibilité de vérification du compteur ou de non paiement des abonnés seront à la charge de ces derniers. Le montant de ces dépenses payable au receveur de la commune est fixé, pour chaque opération, à 10 fois le prix du mètre cube applicable. Ce montant est également applicable lorsque la fermeture aura été opérée à la demande de l'abonné en application de l'art. 22.

Tout abonnement annulé par décision de la commune en application de l'art. 13 est frappé d'un droit de réouverture fixé à trois fois la partie fixe de la taxation en vigueur.

## CHAPITRE VI

POLICE

### ARTICLE 24 -

Les infractions au présent règlement seront constatées soit par les agents du service des eaux, soit par le Maire ou son délégué et pourront donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

En outre, l'autorité communale se réserve le droit absolu de couper court à l'abonnement en fermant la prise d'eau, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et de refuser tout abonnement nouveau au contrevenant de mauvaise foi.

## CHAPITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 25 -

Le présent règlement ainsi que les tarifs pourront être modifiés à toute époque, soit par décision de la commune, soit en application des décisions d'ordre réglementaire.

### ARTICLE 26 -

Le présent règlement sera mis en vigueur aussitôt après le contrôle de légalité exercé par l'autorité préfectorale

### ARTICLE 27 -

Le Maire, les agents et employés placés sous ses ordres, et habilités à cet effet, le receveur de la commune, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

DELIBERE ET VOTE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DANS SA  
SEANCE DU 27 JANVIER 1994.

Le Maire,

